

# Solidarité, ancrage local et reconstruction de la conscience de classe dans les quartiers populaires

Contribution de la Cellule Danielle Casanova (Fédération de Paris, Section du 18<sup>e</sup> arrondissement)

## Introduction

La montée de l'extrême droite, la destruction progressive des services publics, l'isolement social, la précarité alimentaire et le recul des formes collectives de vie sont autant de conséquences de la crise systémique du capitalisme. Cette crise n'est pas seulement économique : elle est sociale, politique, écologique et culturelle. Elle désagrège les solidarités, affaiblit les capacités d'organisation collective et transforme les quartiers populaires en territoires fragmentés où la politique apparaît souvent lointaine, inefficace ou absente.

Ce constat doit éclairer notre action, et si cette dernière doit se porter en priorité vers les entreprises afin de reconstruire une conscience de classe, nous devons également réinvestir pleinement les quartiers, notamment au travers d'initiatives de solidarité concrètes. Le quartier ne doit plus être conçu comme un simple espace administratif ou électoral, mais comme lieu concret de reconstruction d'une conscience de classe, de solidarités durables et d'émergence d'organisations appartenant à la classe travailleuse.

## I — Solidarité, charité et désertification individuelle

### a. Capitalisme et désertification individuelle

Le capitalisme ne se contente pas d'exploiter le travail : il prend en charge l'existence entière. Il organise le soin, la culture, le loisir, le lien social lui-même comme autant de services marchands, et opère ainsi une expropriation silencieuse sous couvert d'une promesse : celle d'un choix toujours plus grand. Mais cette liberté-là est un leurre : en délestant l'individu de la responsabilité de construire collectivement ses propres conditions d'existence, elle le prive de ce qui fait qu'une vie est investie, habitée, transformée par ceux qui la vivent ensemble. La décharge n'est donc pas un progrès : c'est une dépossession. L'individu ainsi dépossédé perd non pas ses biens, mais ses savoirs — sa capacité à faire, à transmettre, à vivre avec les autres plutôt que simplement à côté d'eux. C'est ce qu'on peut appeler la **désertification individuelle** : un individu techniquement intégré au système mais existentiellement exclu de toute participation à sa propre transformation. Dès lors, cette désertification se projette sur le territoire tout entier — les quartiers populaires se vident de leurs services, de leurs commerces de proximité, de ces lieux de rencontre où se forge une conscience commune.

La ville et le quartier deviennent alors des champs de bataille à part entière de la lutte des classes<sup>1</sup>, qui est d'autant plus féroce que l'accès au travail recule. À titre d'exemple, le chômage atteint 25% dans les Quartiers Prioritaires de la Ville, et les emplois à courte durée y sont surreprésentés<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Lire [Nos vies, nos biens : nos communes – Comment investir les élections municipales en 2026 ?](#), Taylan Coskun, Cause commune n°45

<sup>2</sup> Source : [Insee, Recensement de population 2022 et SIG](#)

## **b. Charité ou solidarité ? L'individualisme contre la mise en mouvement des masses**

Historiquement, deux formes d'aide concrète aux travailleurs les plus précaires ont émergé pour répondre à cette destruction la solidarité ouvrière et la charité bourgeoise.

La solidarité est une réponse historique de la classe ouvrière face aux symptômes du capitalisme. En effet, le fait associatif s'inscrit à l'origine dans des dynamiques de solidarité et d'organisation directement liées à la formation de la classe ouvrière. Des formes collectives telles que les sociétés de secours mutuel ou les coopératives ouvrières se développent dès le XVIIIe siècle. Ces structures répondent à des besoins matériels immédiats, dans un contexte d'absence de protection sociale, mais elles participent également à l'organisation politique des classes populaires. D'abord interdites par un État bourgeois qui y voit des foyers potentiels de contestation, l'adoption de la loi du 1er juillet 1901 constitue un tournant en instaurant la liberté d'association. Cette reconnaissance juridique représente une conquête démocratique indéniable, mais elle s'inscrit également dans un processus d'encadrement institutionnel.

À l'opposé de ce processus, l'internationale communiste s'organise et crée un réseau de solidarité pour aider les victimes du capitalisme et du fascisme avec la fondation du Secours rouge international, dans un contexte où l'organisation du mouvement ouvrier est toujours fortement réprimée. Le mot d'ordre de conquête des masses s'impose et se décline en une stratégie de créations d'organisations et d'associations diffusant les idées communistes et s'érigeant comme un contrepoids face à l'État qui intègre les associations dans un cadre légal, permettant à la fois leur développement dans un cadre, mais surtout leur contrôle. Plusieurs de ces organisations existent encore aujourd'hui, le Secours Populaire Français (SPF) en tête.

En même temps, la bourgeoisie crée ses propres formes d'aide, libérales (philanthropie) et religieuses (charité chrétienne). Nous pouvons noter des exemples comme la Société Saint Vincent de Paul ou la Croix Rouge. Ces associations sont orientées vers l'aide aux plus précaires au travers de soupes économiques ou de dispensaires. Une différence immense persiste cependant entre les formes de charités bourgeoises et la solidarité ouvrière : alors que la première repose sur des actes de générosité individuels, la deuxième est une forme d'organisation collective, et donc un acte politique.

## **II – Un milieu associatif dépolitisé et un PCF affaibli**

### **a. Dépolitisation et uniformisation du monde associatif**

Le tissu associatif joue encore un rôle essentiel dans la gestion de la pauvreté et de l'isolement social. Mais depuis les années 1980, le paysage associatif s'est progressivement transformé.

Le retrait de l'État social et la montée des logiques de marché ont conduit à une redéfinition du rôle des associations, de plus en plus mobilisées comme des opérateurs de gestion des problèmes sociaux. Cette transformation a notamment été rendue possible par la gauche non-communiste, qui dès les années 1970 souhaite créer un espace situé entre l'État et le marché. Les associations sont alors vues comme un outil de

rationalisation de l'action publique. Ceci allège les structures étatiques au moyen d'une décentralisation et de modes d'organisation horizontaux. Ainsi, né comme espace d'auto-organisation et de politisation des classes populaires, le monde associatif tend à être intégré aux mécanismes de reproduction du capitalisme.

De plus, le PCF commençant son affaiblissement à la même période, les communistes se sont vus incapables de soutenir autant qu'auparavant les structures qui lui étaient liées. Ce désengagement progressif a eu des conséquences directes sur les organisations issues de la tradition communiste. Le Secours Populaire Français, né du Secours rouge international en 1945, a poursuivi son développement de façon de plus en plus autonome : il reste aujourd'hui fidèle à sa vocation de solidarité concrète, mais le lien organique avec le PCF qui existait dans l'après-guerre s'est progressivement distendu. La Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), dont les communistes furent longtemps les animateurs principaux, a connu une évolution similaire.

Ces deux phénomènes (transfert de responsabilité de l'État au monde associatif et perte de vitesse du PCF) ont accru la dépendance des associations de solidarité aux subventions de l'État et des collectivités. Cette dépendance n'est pas neutre, et elle est la cause directe d'une dépolitisation progressive du milieu associatif. En effet, pour obtenir des subventions de collectivités de « couleur » différentes, ou de la part de gouvernements successifs, les associations de solidarité ont besoin de se présenter comme neutres et apolitiques. Ainsi, un rapport de l'Observatoire des libertés associatives<sup>3</sup> indique que 41 % des associations déclarent s'être déjà autocensurées et que les pressions politiques et financières contre les associations militantes augmentent fortement depuis plusieurs années. De plus, la conquête par l'extrême droite de nombreuses collectivités fragilise encore plus le tissu associatif, et accélère sa dépolitisation. Le récent retrait d'une subvention annuelle au Planning Familial suite à l'élection d'un maire RN à Carpentras<sup>4</sup> n'en est qu'un exemple.

#### **b. Réinvestir les associations existantes, ou recréer des structures de solidarité ?**

Deux constats s'imposent. Premièrement, les organisations issues de notre tradition de solidarité communiste ont évolué de manière autonome et ne constituent plus aujourd'hui un espace de politisation directement articulé au PCF. Ce désengagement progressif est la conséquence logique de l'affaiblissement du Parti, qui n'a plus été en mesure d'animer durablement des structures dont le développement dépassait ses propres forces.

Deuxièmement, dans un contexte d'affaiblissement militant profond, le PCF ne peut prétendre à un réinvestissement massif de l'ensemble du tissu associatif existant. Le Secours Populaire Français compte aujourd'hui 98 000 bénévoles et assume des responsabilités croissantes : accueil des réfugiés, aides alimentaires et au logement, accès aux soins, etc. Leur rôle social est donc irremplaçable et nous ne pouvons pas, avec moins de 38 000 adhérents, prétendre à réinvestir pleinement cette association.

---

<sup>3</sup> [Neutraliser le monde associatif – Enquête sur une injonction à la dépolitisation](#), Observatoire des libertés associatives, 12 février 2026

<sup>4</sup> [À Carpentras, le nouveau maire RN supprime les fonds du Planning familial](#), L'Humanité, 7 juin 2026

Une contradiction semble alors apparaître : d'un côté, la solidarité concrète peut être un vecteur de la reconstruction de la conscience de classe, et d'un autre côté, le PCF ne dispose plus des forces nécessaires pour pleinement renouer avec les associations qui furent les chevilles de son action de masse.

Mais nous faisons le pari que nous pouvons la dépasser, et ce à deux titres. Premièrement, en priorisant certaines actions de solidarité qui sont les plus efficaces pour reconstruire la conscience de classe, et ce sans faire concurrence au rôle indispensable que remplissent les associations de solidarité déjà implantées. Deuxièmement, car nous devons davantage nous concentrer sur la mise en mouvement des masses, ou autrement dit de favoriser la création sous l'impulsion du PCF de structures autogérées dans lesquelles la classe travailleuse s'organise et se politise. En ce sens, le but de notre action est différent de celui des associations existantes.

Dans cette reconstruction d'une activité militante en direction des masses, nous pouvons nous inspirer d'une richesse d'expériences passées et existantes. Déjà, de nombreuses sections et Fédérations organisent encore de telles actions. Ensuite, nous pourrions nous inspirer de l'action de nos camarades du KPÖ d'Autriche, qui a fait des services à la population et de la solidarité une pierre angulaire de sa stratégie, en utilisant par exemple les versements des indemnités de leurs élus pour financer des fonds d'aide à la population<sup>5</sup>.

### **Conclusion**

Ainsi, nous appelons à ce que la direction nationale mandate à une commission l'élaboration d'une stratégie d'implantation durable dans les quartiers populaires, au travers de services à la population (permanences d'aide au logement, soutien scolaire, etc.), de solidarité concrète (ventes de légumes à prix coûtant, application du droit aux vacances, etc.), et de l'animation de lieux de sociabilité (bars, restaurants, clubs de sport, etc.). Cette commission devra notamment identifier les actions les plus efficaces et faciles à mettre en place, mettra en commun les expériences tirées des actions déjà menées par le parti, et servira d'appui aux sections et fédérations qui souhaitent lancer des initiatives de ce type. Cette stratégie doit être une partie intégrante de notre effort pour reconstruire la conscience de classe, objectif annoncé de notre base commune de discussion.

---

<sup>5</sup> Lire [Le Parti communiste autrichien et la vie communale](#), Entretien de Josef Meszlenyi, Cause commune